

Projet :	Plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage du canal du Rhône au Rhin (PGPOD CRR)		
Localisation :	Canal du Rhône au Rhin		
Maître d'ouvrage :	VNF - Direction territoriale Rhône Saône		
Dossier reçu le 05/05/2022		Dossier examiné en réunion du Bureau du 24/05/2022	

Présentation du projet

■ **Contexte**

La Direction territoriale Rhône Saône de Voies Navigables de France (VNF - DTRS) exploite le canal du Rhône au Rhin (CRR) entre Saint-Symphorien (Côte d'Or) et Allenjoie (Doubs) sur une longueur de 176 km (dont 96 km en dérivation), la partie entre Allenjoie et le Rhin étant gérée par la Direction Territoriale de Strasbourg. Ce canal, relativement peu fréquenté, n'est pas entretenu régulièrement et le chenal de navigation s'envase, provoquant des dysfonctionnements des équipements (portes d'écluses) et des échouages d'embarcations. Afin de compenser la rehausse du fond du lit, VNF a au fil du temps augmenté la ligne d'eau dans les portions en dérivation pour maintenir un mouillage réglementaire. Cette logique est arrivée à son terme, il n'est plus possible de rehausser davantage la ligne d'eau. En effet, la hausse de la ligne d'eau dans les biefs en dérivation engendre des désordres (sursollicitation des berges et du génie civil, déversement en continu sur certains déversoirs de crues...). VNF souhaite ainsi planifier des opérations de dragage d'entretien sur une décennie sur l'ensemble du linéaire du canal et a pour cela élaboré un plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage du canal du Rhône au Rhin (PGPOD-CRR).

■ **Situation géographique**

(Voir carte de l'emprise du projet dans le périmètre du SAGE Allan en annexe)

Le projet concerne le linéaire du canal du Rhône au Rhin géré par VNF - DTRS, entre Saint-Symphorien (jonction avec la Saône) et Allenjoie (écluse 7), comprenant les tronçons navigables du Doubs et de l'Allan et les tronçons en dérivation.

Sur le périmètre du SAGE Allan, le CRR se confond avec l'Allan, de sa naissance (de la confluence entre l'Allaine et la Bourbeuse) et sur 1 km entre les communes d'Allenjoie (25) et Méziré (90), sur 550 m à hauteur de Fesches-le-Châtel, puis au niveau du site Stellantis (Peugeot) à Sochaux sur 3 km. Le reste du linéaire est constitué de tronçons en dérivation. La portion du CRR dans le bassin de l'Allan représente 16 km, dont 6,77 km en rivière canalisée (soit 3,9% du linéaire total du projet).

Le projet concerne le chenal de navigation (lit mineur des cours d'eau et tronçons en dérivation) ainsi que les terrains limitrophes, susceptibles d'accueillir des engins manœuvrant depuis la berge, ou de recevoir des sédiments dragués pour gestion à terre. L'incidence du projet est évaluée dans une enveloppe de 500m de part et d'autre du canal. Les communes du SAGE concernées sont les communes riveraines du canal, soit :

- | | |
|---|--|
| - Dans le Doubs : | - Dans le Territoire de Belfort : |
| <ul style="list-style-type: none"> ○ Allenjoie ○ Bart ○ Bavans ○ Courcelles-les-Montbéliard ○ Etupes ○ Exincourt ○ Fesches-le-Châtel ○ Montbéliard ○ Sainte-Suzanne ○ Voujaucourt | <ul style="list-style-type: none"> ○ Bourogne ○ Méziré |

Les communes de Brognard, Sochaux et Vieux-Charmont (Doubs), non riveraines du canal, sont également concernées par le périmètre tampon de 500 mètres mais dans une moindre mesure.

Le projet s'inscrit dans le sous-bassin de l'Allan-Allaine et impacte directement deux masses d'eau superficielle : l'Allan de la Bourbeuse à la Savoureuse (FDRD630b) et l'Allan de la Savoureuse au Doubs (FRDR627), respectivement en état écologique moyen et médiocre, et en bon état chimique.

■ Consistance du projet

Afin d'améliorer la navigabilité du canal du Rhône au Rhin et d'abaisser la ligne d'eau des biefs en dérivation, VNF souhaite réaliser un plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage sur le linéaire du canal entre Saint-Symphorien et Allenjoie.

Le besoin en dragage estimé pour revenir à la cote historique étant très conséquent, VNF envisage de moduler le mouillage du canal en s'adaptant à la nature du trafic, davantage tourné vers les petits navires de plaisance. Le trafic actuel sur le secteur de l'Allan est bien plus faible qu'à l'aval (en moyenne annuelle entre 2017 et 2020, 422 passages de plaisance et 11 passages de commerce ont été recensés à l'écluse n°8 d'Allenjoie, contre 1844 passages à Saint-Symphorien).

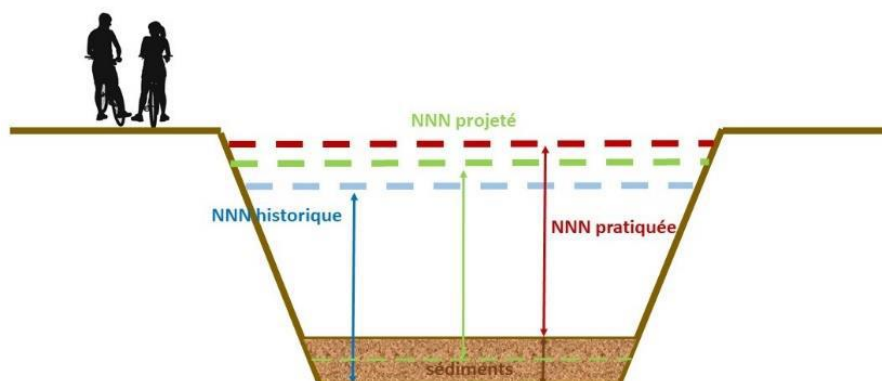


Illustration du principe retenu par VNF pour abaisser la ligne d'eau dans les biefs en dérivation (schéma extrait de la Pièce n°4 : Programme d'entretien et justification)

Le besoin de dragage estimé est de 110 000 m³ sur 10 ans. Les zones les plus problématiques (amont des portes ou écluses de garde) seront traitées en priorité. La programmation peut être amenée à évoluer en fonction de la dynamique d'envasement (atterrissements, crues...).

Les méthodes de dragage et de gestion des sédiments dépendront de plusieurs critères, dont la nature des sédiments (type et qualité), le volume à draguer, la sensibilité du milieu récepteur, les biefs traités (une restitution des sédiments dans les biefs en dérivation n'étant pas possible, etc. Ainsi chaque opération fera l'objet d'une fiche d'incidence, qui devra être validée par la Police de l'eau avant les travaux. Pour chaque zone de dragage, un diagnostic sédimentaire sera réalisé avant le démarrage des travaux. Des campagnes d'analyse des sédiments ont été réalisées entre 2011 et 2019, ce qui donne une première évaluation de la qualité et de l'éventuelle toxicité des sédiments.

Les méthodes de dragage pouvant être mises en œuvre sont :

- Dragage mécanique (dragues excavatrices, dragues à benne, drague à godets)
- Dragage hydraulique (drague aspiratrice stationnaire, pompe immergée)
- Dragage hydrodynamique (par injection d'eau, nivellement des fonds ou agitation)

Cela consiste dans tous les cas à retirer des matériaux prélevés dans le fond du bief afin de reformer un chenal adapté à la navigation.

Les matériaux issus des dragages doivent être en priorité réintroduits dans le milieu aquatique pour maintenir un bilan sédimentaire. Une gestion à terre peut s'avérer nécessaire, ce qui nécessite éventuellement des surfaces importantes à terre. La réintroduction dans le milieu aquatique s'effectue par immersion, remise en suspension, ou restitution en pied de berge.

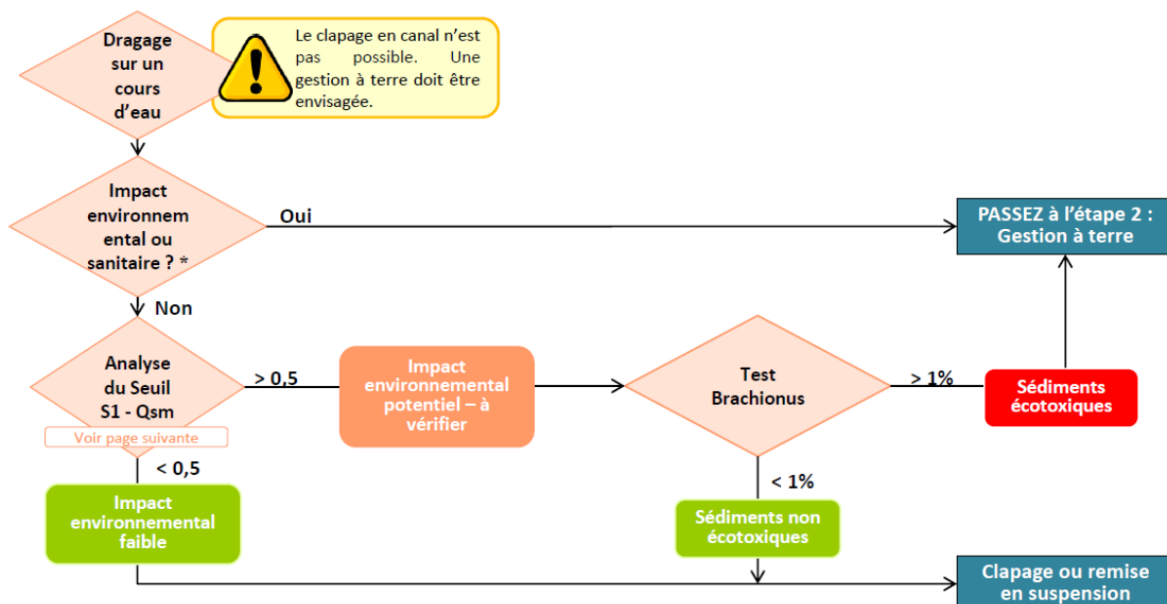


Schéma décisionnel de restitution des sédiments au cours d'eau (extrait de la Pièce n°5 : Evaluation environnementale)

VNF prévoit un suivi de la température et des matières en suspension (MES) des eaux superficielles pendant les opérations de dragage. En cas d'augmentation trop importante de l'un des paramètres suivis, les opérations seront stoppées et reprendront éventuellement avec un rythme réduit. Dans les secteurs sensibles (forts enjeux environnementaux, sédiments contaminés...), des barrages à MES pourront être mis en œuvre.

La programmation sur le bassin de l'Allan prévoit des dragages sur 8 biefs, pour une cubature estimée à 5 250 m³, dont 3 700 m³ sur 5 zones prioritaires (NB : les documents fournis par VNF ne permettant pas de situer avec précision les biefs concernés, ces derniers chiffres sont à considérer avec précaution).

Bief	Rivière/dérivation	Cubature estimée (bief en m ³)	Zones de dragages prioritaires	Type de dragage possible		Remarque	Cubature estimée de la zone à draguer (m ³)	Lieux de restitution possibles	Priorisation
				Hydraulique	Mécanique				
07-08	R	0							
07-08	D	1 800	Amont écluse 8	x	x		1 800	Allan	2
08-09n	D	400	Tout le bief	?	x		400		3
09n-10	D	2 000							
10-11	D	200							
11-12	D	0							
12-14b	R	200	Aval écluse 12	x	x		200		3
14b-14	D	0							
14-15	D	300							
15-16	D	0							
16-17	D	350							
17-18b	R		Amont porte de garde 18bis et confluence Doubs à minima	x	x	risque de matériaux grossiers	800	Doubs Fosses à l'amont du barrage	1
17-18b	R	1 200	tout le bief	x	x		500	Doubs Fosses à l'amont du barrage	3

Estimation des cubatures sur le CRR (Extrait de la pièce n°4 : programme d'entretien et justification)

Les rubriques du code de l'environnement concernées au titre de la loi sur l'eau sont les suivantes :

Rubrique	Titre des rubriques	Ouvrages projetés	Régime
3.1.5.0	3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D)	Risque d'impact sur une frayère	Autorisation

Rubrique	Titre des rubriques	Ouvrages projetés	Régime
3.2.1.0	<p>3.2.1.0. Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <p>1° Supérieur à 2 000 m³ (A) ;</p> <p>2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).</p> <p>(...)</p> <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.</p>	Le projet prévoit un besoin en dragage sur 10 ans estimé à 110 000 m ³	Autorisation

Appréciation générale du dossier

Remarque d'ordre générale : Les demandes d'autorisation environnementale sont en général des dossier très épais et techniques et la CLE dispose d'un temps réduit pour formuler un avis. De plus, l'avis de la CLE arrive à l'aval de l'élaboration du projet, il n'est plus dès lors possible de l'influencer qu'à la marge. Il serait souhaitable que la CLE et ses partenaires techniques soient associés aux projets le plus à l'amont possible, là où l'expertise technique des acteurs de la CLE pourrait être mise à profit pour bâtir des projets écologiquement plus ambitieux tout en répondant aux objectifs du porteur de projet. Ce dossier ne déroge pas à la règle. Une information préalable de la CLE aurait été d'autant plus importante que le projet touche le cours d'eau principal du SAGE dans son lit mineur, et que le projet est porté par un établissement représenté à la CLE.

Le dossier souligne que l'état critique d'envasement dans lequel se trouve aujourd'hui le canal, et qui nécessite la mise en œuvre du PGPOD, est la conséquence directe d'un manque chronique de moyens financiers consacrés à l'entretien du canal. Les interventions réalisées actuellement se limitent à des travaux d'urgence (dysfonctionnement des ouvrages, échouage d'embarcations) qui peuvent mettre en péril les usagers du canal. Le changement opéré dans l'approche ne peut qu'être bénéfique, et pour les usagers, et pour l'image de VNF.

L'approche pragmatique choisie par VNF est appréciable : ne pas chercher à tout prix à revenir à une cote historique d'exploitation (les moyens de l'établissement ne le permettraient pas), mais conditionner l'objectif recherché à la réalité actuelle du trafic. Il conviendrait à terme de réinterroger la finalité des opérations d'entretien au prisme d'une utilisation future, prenant en considération les incidences attendues du dérèglement climatique sur le débit des cours d'eau alimentant le canal. De même, la question d'une gestion dynamique de l'engraissement du chenal mériterait d'être traitée : les scénarios alternatifs au PGPOD ne sont finalement que des variantes en termes de volumes extrait d'un unique scénario de dragage ; la possibilité d'une gestion alternative (gestion des ouvrages en crue ?) n'est pas posée. Des exemples sont peut-être à rechercher auprès d'autres gestionnaires de voies navigables.

La partie 4.5 de l'évaluation environnementale manque de clarté dans sa structure. On y aborde en premier lieu la gestion à terre des sédiments (qui semble donc systématique) ; l'explication des critères de choix conduisant soit à une gestion à terre soit à une restitution en cours d'eau n'interviennent qu'en partie 4.5.3.

Les impacts vis-à-vis du milieu aquatique semblent sous-estimés, et les effets de mesures correctives surévalués. Le tableau 52 « Synthèse des impacts et mesures correctives » (*voir extrait en annexe*) évalue quasi-systématiquement à la baisse l'impact résiduel, même en l'absence de mesure corrective (exemple : Enjeu hydrosédimentaire : impact évalué comme « Négligeable » ; il est précisé que « Les opérations de restitution des sédiments ne modifieront pas l'équilibre hydrosédimentaire de l'UHC. Le transit sédimentaire est maintenu » (= pas de mesure corrective prévue) ; impact résiduel évalué comme « positif ». L'impact sur la faune piscicole, évalué comme « faible », se voit qualifié de « positif » avec la mise en œuvre de mesures d'évitement (évitement des frayères et des périodes de frai) et de réduction (barrages anti-MES, limitation de la cadence des travaux si incidence forte sur la qualité des eaux). Si la mise en œuvre effective de ces mesures permet bien de réduire l'impact sur la faune, aucune mesure proposée n'est de nature à bénéficier à la faune piscicole, ni même de compenser les incidences négatives résiduelles).

Adéquation entre le projet et les objectifs du SAGE

Les objectifs poursuivis par VNF au travers de la mise en œuvre du PGPOD-CRR sont de :

- Garantir un mouillage en accord avec les enjeux de navigation et de trafic,
- Arriver à une gestion hydraulique plus en adéquation avec les besoins.

Ces deux objectifs, conciliant la poursuite d'un usage existant et la préservation de la ressource, sont en adéquation avec le SAGE Allan.

■ **Concernant l'enjeu 1 : Assurer la gouvernance, la cohérence et l'organisation du SAGE**

Le projet n'a pas d'incidence sur cet enjeu du SAGE.

Cependant, afin que la CLE soit informée de la consistance exacte des opérations qui se dérouleront sur le bassin de l'Allan ainsi que de leur temporalité, il serait souhaitable qu'elle soit destinataire des fiches d'incidence et des bilans de dragage concernant le périmètre du SAGE Allan. Cette information pourrait se faire par l'intermédiaire du représentant de VNF à la CLE.

■ **Concernant l'enjeu 2 : Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau**

L'état actuel des biefs en dérivation conduit à un débordement constant sur certains déversoirs de crues, et par là des prélèvements accrus en rivière. Le rétablissement d'une ligne d'eau proche de la cote historique permettra de diminuer ces pertes et donc réduire la pression sur la ressource superficielle (les prélèvements sur le bassin de l'Allan en 2020 sont estimés à 67% pour l'alimentation des canaux de navigation).

L'approche pragmatique choisie par VNF (modulation des mouillages garantis, inférieurs aux mouillages originels) est également de nature à limiter les prélèvements en cours d'eau.

Les gains attendus par la réalisation du PGPOD sont estimés à quelques milliers de mètres cubes sur l'ensemble du linéaire concerné). Les gains possibles sur le bassin de l'Allan ne sont pas connus. Il serait souhaitable que l'étude hydraulique réalisée par VNF soit communiquée à la CLE.

Le projet devrait contribuer aux objectifs du SAGE concernant l'enjeu quantitatif.

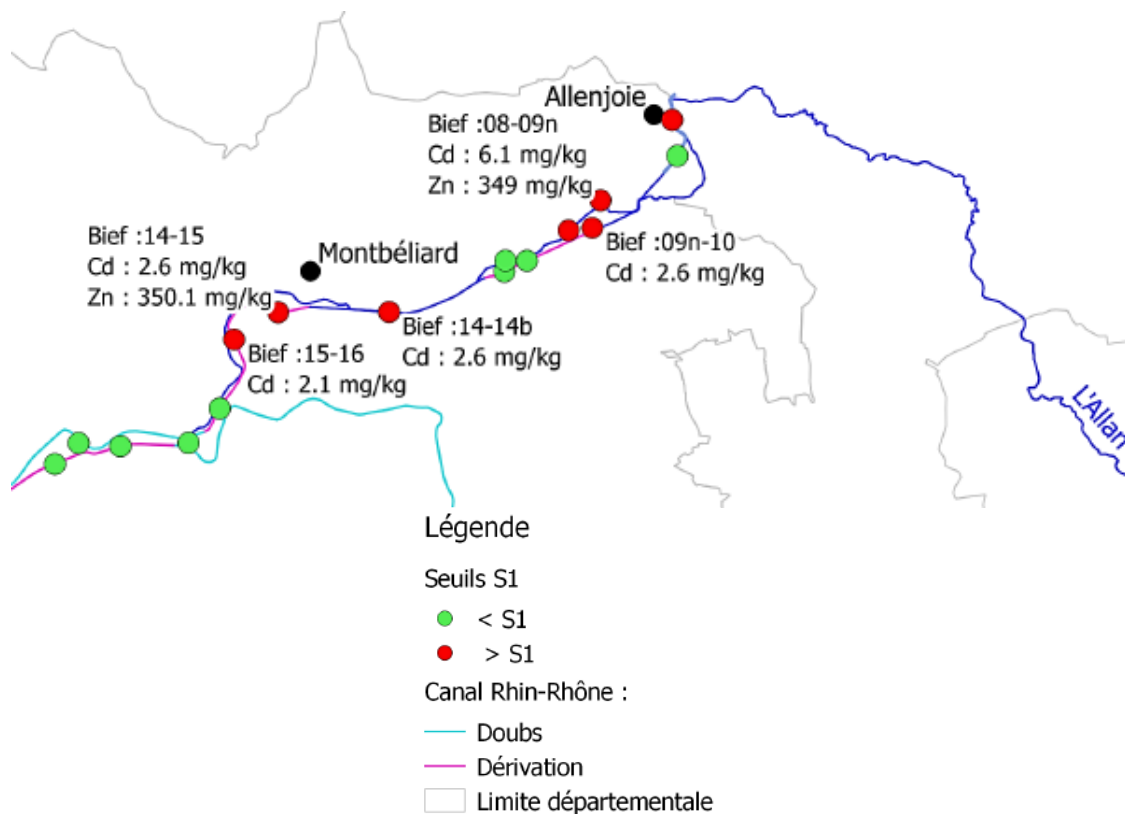
■ **Concernant l'enjeu 3 : Améliorer la qualité de l'eau**

Les opérations de dragage s'accompagneront de mouvements du matelas sédimentaire qui sera ponctuellement remis en suspension. Dans le cas d'une restitution des sédiments au milieu aquatique, un panache de matières en suspension pourra être généré. Une incidence négative mais ponctuelle (dans le temps et dans l'espace) est ainsi attendue sur les paramètres physico-chimiques suivants : MES/turbidité, température, concentration en oxygène dissous. Cette dégradation brutale de la qualité de l'eau pourrait être préjudiciable à tout un cortège d'espèces faunistiques et floristiques inféodées aux milieux aquatiques. Le pétitionnaire table sur un comportement d'évitement par la faune piscicole des zones rendues turbides par les travaux. Cette stratégie d'évitement ne pourra pas être adoptée par l'ensemble des espèces exposées.

Un suivi de la qualité des eaux sera réalisé à l'amont et à l'aval des opérations d'extraction et de restitution. En cas de dépassement de valeurs limites de la turbidité ou de la teneur en oxygène dissous, les opérations seront stoppées jusqu'à retour à la normale ; les opérations d'extractions seront reprises en adaptant le rendement, de manière à rester sous les valeurs seuils. La mesure amont servant de référence est proposée 20m à l'amont de la zone de dragage. Cette distance semble trop juste pour assurer l'absence d'influence des opérations au point de mesure (cas de zones de remours...). Une mesure éloignée de 100m au moins est à recommander.

VNF propose de positionner des barrières anti-MES autour des engins de dragage lors d'opérations dans un secteur sensible. Il serait souhaitable de mettre en œuvre cette mesure en cas d'opérations à l'amont immédiat ou au cœur de l'espace naturel sensible (ENS) de la Basse Vallée de l'Allan, et d'éviter les restitutions et les gestions à terre dans ce même secteur. De même, les zones présentant des analyses sédimentaires dépassant les seuils limites (cf. ci-dessous) devront être protégées de tout risque de dissémination des sédiments contaminés. Le piégeage d'espèces piscicoles dans l'enceinte des barrières anti-MES devra être évité.

VNF a conduit plusieurs campagnes d'analyses des sédiments entre 2011 et 2019. Des prélèvements ont eu lieu en 2011 et 2013 sur le bassin de l'Allan. Il en ressort que les sédiments prélevés présentent une contamination aux métaux (Cadmium, Zinc), plus fréquente que sur le reste du linéaire du canal.



Extrait de la carte 7-3 Qualité des sédiments selon les seuils S1 de l'arrêté du 09/08/2006 (extrait de la pièce n°7 : Atlas cartographique)

Sur le périmètre du projet, 4 des 10 échantillons prélevés présentant des risques de toxicité pour le milieu aquatique proviennent du secteur de l'Allan. Un des prélèvements se situe au-dessus du seuil d'acceptation en ISDI (installations de stockage des déchets inertes). Des tests d'écotoxicité complémentaire concluent à l'absence d'écotoxicité des sédiments.

Il est toutefois préférable que les sédiments dépassant le seuil S1 ne soient pas restitués au cours d'eau afin de limiter une contamination de fond participant à la dégradation de la qualité des cours d'eau.

Par ailleurs, des prélèvements dans les fosses des cours d'eau indiquent « une forte odeur d'hydrocarbures éman[ant] des limons de la fosse 12-14-4, au niveau des usines de Sochaux », donc probablement liée aux activités historiques et/ou actuelles de ce secteur fortement industrialisé. Il serait souhaitable d'éviter toute restitution au droit de cette fosse afin d'éviter la dissémination des sédiments contaminés.

L'impact du projet sur cet enjeu du SAGE est incertain : d'une part, les opérations de dragage et de gestion des sédiments sont de nature à dégrader localement et temporairement la qualité de l'eau, et ce malgré la mise en œuvre de techniques de réduction (qui seront particulièrement nécessaires à proximité du périmètre de l'ENS Basse Vallée de l'Allan) ; d'autre part, si les sédiments extraits présentant des risques de contamination sont retirés du cours d'eau, cela peut participer à l'amélioration (ou du moins, la non-dégradation) de la qualité de l'eau, dans ce sous-bassin particulièrement marqué par les pollutions d'origine industrielle.

■ **Concernant l'enjeu 4 : Prévenir et gérer les risques d'inondation**

La mise en œuvre du PGPOD n'induit pas de modification de la ligne d'eau, hors tronçons du canal en dérivation. Le choix des parcelles pouvant potentiellement recevoir des matériaux dragués (dans le cas d'une gestion à terre) prend en compte le risque inondation, ainsi sont écartées les parcelles en zone inondable.

Le pétitionnaire estime que le dragage améliorera l'écoulement des eaux et aura de ce fait un impact positif sur les inondations. L'effet du dragage sur le risque de débordement devrait cependant rester marginal.

Le projet ne devrait pas avoir d'incidence sur cet enjeu du SAGE.

■ **Concernant l'enjeu 5 : Restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides**

Les masses d'eau impactées par le projet présentent un état écologique moyen (FRDR630b) à médiocre (FRDR627), le déclassement intervenant sur un paramètre biologique (Diatomées), ce qui témoigne d'une population perturbée. Le projet est de nature à accentuer cette perturbation. En effet, quelle que soit la technique adoptée, le dragage des sédiments est une technique extrêmement invasive, qui entraîne la destruction des habitats du fond des chenaux, ainsi qu'une partie des espèces associées. Comme développé à l'enjeu 3, toutes les espèces en présence ne pourront adopter une stratégie d'évitement. Une espèce protégée de type bivalve a été localisée dans des secteurs du Doubs

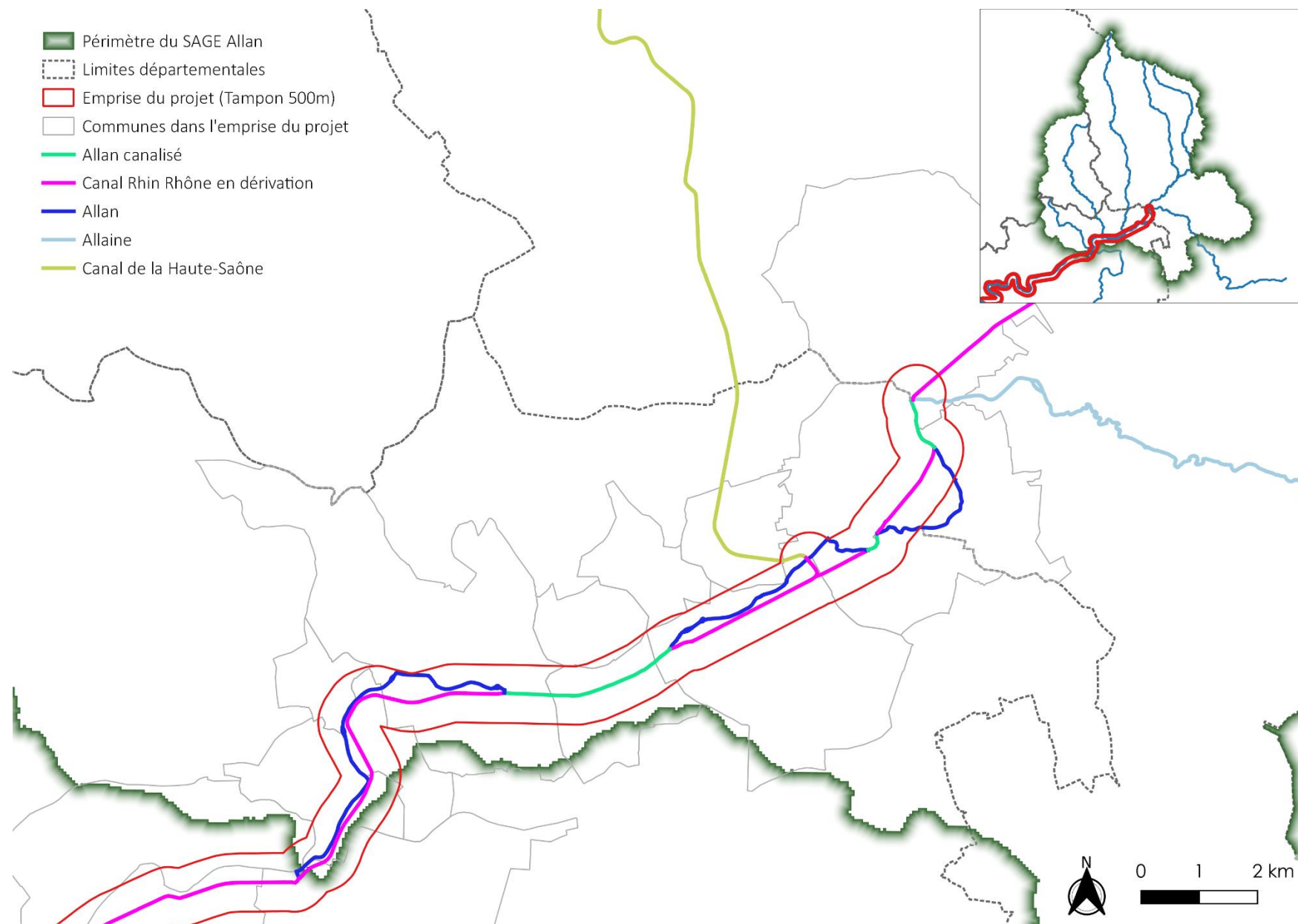
proches de l'Allan. Il n'est pas exclu que cette espèce ou d'autres espèces remarquables arrivent à coloniser l'Allan. Le PGPOD ne précise pas la largeur qui sera draguée, ce qui ne permet pas d'appréhender l'ampleur des dommages sur un cours d'eau comme l'Allan, beaucoup moins large que le Doubs à l'aval du canal. Le calendrier proposé par VNF évite les périodes de frai ; pour autant, le cycle d'alimentation et de repos des espèces vivant dans et à proximité des zones de dragage et de restitution en sera perturbé. La répétition des opérations de dragage n'encourage pas l'installation d'une faune et d'une flore diversifiée dans les secteurs navigués. Afin de contrebalancer la destruction d'habitats dans le lit mineur des cours d'eau, il pourrait être proposé à VNF de mettre en œuvre des mesures de compensation (telles que la recréation d'habitats artificiels en berges).

L'abaissement progressif de la ligne d'eau espéré d'ici 15 à 20 ans (ce qui nécessitera donc un second PGPOD) devrait, en limitant la sursollicitation des berges et l'accélération en conséquence de leur érosion, atténuer légèrement la dynamique d'envasement des biefs en dérivation. Néanmoins l'engraissement perdurera, ainsi donc que la nécessité d'opérations d'entretien, coûteuses et dommageables. Comme exposé dans l'appréciation générale, il serait souhaitable de repenser la manière globale d'appréhender l'entretien de cette voie de circulation, en la remettant en perspective avec ses usages actuels et futurs. En modulant les mouillages en fonction du trafic, VNF a déjà évolué dans son approche. Il conviendrait d'aller plus avant dans cette voie.

Le projet est susceptible d'avoir une incidence négative sur cet enjeu du SAGE.

En synthèse, le PGPOD CRR a vocation à favoriser un usage économique de l'eau tout en diminuant la pression des prélèvements associés. En ce sens, il est compatible avec les orientations du SAGE Allan.

Toutefois, la réalisation des opérations peut aller à l'encontre des enjeux 3 et 5 de préservation de la qualité de la ressource (incidence négative temporaire) et des milieux aquatiques (incidence négative persistante), et ce malgré la mise en œuvre de mesures de réduction des impacts.



Emprise du projet dans le périmètre du SAGE Allan (réalisation EPTB Saône et Doubs, d'après AERMC/DREAL BFC/VNF-DTRS)

Extrait du tableau 52 « Synthèse des impacts et mesures correctives » (extrait de la Pièce n°5 « Evaluation environnementale »)

Enjeux	Impact	Mesures de suppression et de réduction des impacts	Impacts résiduels
Hydrosédimentaire	Négligeable	En phase travaux : Effet positif en réduisant l'encombrement des voies d'eau	Positif
	Négligeable	Gestion des sédiments : Les opérations de restitution des sédiments ne modifieront pas l'équilibre hydrosédimentaire de l'UHC.	Positif
Niveau d'eau et mouillage	Négligeable	En phase travaux : Amélioration des conditions de navigation	Positif
	IDT - Faible	Gestion des sédiments : Si nécessaire, les engins posséderont un système GPS pour garantir la précision des rejets (R) Répartition homogène des points de rejet (R) dans les zones les moins sensibles (S) Une bathymétrie sera planifiée avant et à la fin des travaux pour observer l'évolution des fonds dans les zones de restitution (R) Conditions hydrodynamique adéquates pour rejeter (S)	Négligeable
Eau souterraine	Négligeable	En phase travaux : Les dragages n'auront pas d'interaction avec le sous-sol (dragages d'entretien et non d'approfondissement)	Négligeable
	IDP - Faible	Gestion des sédiments : Imperméabilisation des zones de reprise à terre et de traitement des sédiments pour stopper les infiltrations de polluant vers les eaux souterraines via les eaux de déshydratation et les eaux météoriques (S) Concernant la valorisation des sédiments en reconstitution de sol, elle fera l'objet de tests et se basera sur les retours d'expérience des opérations déjà effectuée (R) Un suivi par la chambre d'agriculture sera mis en place pour les premières opérations (S)	Négligeable
Eau de surface	IDT/IIT- Faible à moyen	En phase travaux : Garanties bon fonctionnement des engins (R) Moyens de lutte contre les pollutions accidentelles (R) Les macro-déchets seront stockés dans des bennes étanches et éliminés en centre adapté (S) Interruption des travaux en cas d'incident (R) Contrôle de la qualité de l'eau avec éventuelle baisse des cadences de dragage en cas d'anomalie (R) Etanchéité des engins de transport des sédiments (S) Mesures spécifiques de suivi de la qualité de l'eau pour les captages AEP situés à moins de 50 m de la zone de dragage (R)	Négligeable
	IDT/ IIT- Faible	Gestion des sédiments : Un suivi de la qualité de l'eau sera réalisé en amont et en l'aval dans les zones de restitution des sédiments au milieu aquatique (R) Baisse des cadences de dragage et donc rejet de sédiment en cas d'anomalie de la qualité de l'eau (R) Remplissage des chalands effectué en dessous du niveau de pleine charge (R) Barrages anti-MES placés à la sortie du rejet d'eau des éventuels dispositifs de traitement à terre des sédiments (S) Etapes de filtration et de décantation pourront être appliqués aux eaux de déshydratation (R)	Négligeable
Sédiments	IDT - Faible	Un suivi de la qualité de l'eau sera réalisé en amont et en l'aval dans les zones de restitution des sédiments au milieu aquatique (R) Baisse des cadences de dragage et donc rejet de sédiment en cas d'anomalie de la qualité de l'eau (R) Remplissage des chalands effectué en dessous du niveau de pleine charge (R) Barrages anti-MES placés à la sortie du rejet d'eau des éventuels dispositifs de traitement à terre des sédiments (S) Etapes de filtration et de décantation pourront être appliqués aux eaux de déshydratation (R) Un suivi de la macrofaune benthique sera réalisé avant et après les opérations de restitution de plus de 2000 m3 de sédiment dans des fosses (R). Les fosses dans lesquelles seront rejetés les sédiments présenteront préférentiellement un Indice de Groupe Indicateur (GI) inférieur ou égale à 3 (R).	Négligeable

Enjeux	Impact	Mesures de surpression et de réduction des impacts	Impacts résiduels
Risque inondation	Négligeable	Le dragage améliorera l'écoulement des eaux dans les canaux et les portions en rivières de façon à limiter les débordements	Positif
Faune piscicole	IDT - Faible	Les mesures énoncées pour le suivi de la qualité des eaux s'appliquent aussi pour la protection des espèces piscicole (R) Calendrier des travaux adapté aux enjeux piscicoles (S) Sauvegarde des frayères (R)	Positif
Macrofaune benthique	IDT - Faible	Un suivi de la macrofaune benthique sera réalisé avant et après les opérations de restitution de plus de 2000 m3 de sédiment dans des fosses (R). Les fosses dans lesquelles seront rejetés les sédiments présenteront préférentiellement un Indice de Groupe Indicateur (GI) inférieur ou égale à 3 (R). Positionnement GPS des engins de transport et rejet des sédiments (R) Une bathymétrie sera planifiée avant et à la fin les travaux pour observer l'évolution des fonds dans les zones de restitution (R) VNF s'assurera que les conditions hydrodynamiques des zones de restitution sont adéquates pour rejeter (S)	Négligeable
Natura 2000	Négligeable	Travaux sans incidence significative sur les sites Natura 2000 identifiés	Négligeable

Avis de la CLE

Après avoir examiné le dossier, le Bureau de la CLE, à la majorité de ses membres présents ou représentés :

EMET un avis FAVORABLE au Plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage du canal du Rhône au Rhin, assorti des conditions suivantes :

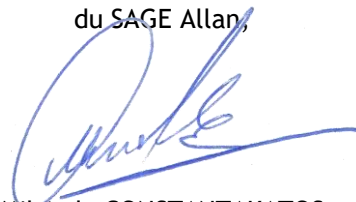
- Association de la CLE et de ses partenaires techniques dès l'amont des futurs projets de VNF,
- Communication à la CLE des fiches d'incidence et des bilans annuels des opérations,
- Mise en œuvre de barrières anti-MES systématique à l'amont et au droit de l'ENS « Basse Vallée de l'Allan » et mise en œuvre de mesures de protection des captages d'alimentation en eau potable,
- Gestion à terre des sédiments à risques (seuil > S1),
- Restitution hors de la fosse 12-14-4,
- Propositions par VNF de mesures compensatoires à la destruction des habitats aquatiques,
- Propositions par VNF d'une charte pour une gestion plus durable de la voie d'eau.

Voix pour : 12

Abstentions : 1

A Belfort, le 25 mai 2022

Le Président de la Commission Locale de l'Eau
du SAGE Allan,



Mitziade CONSTANTAKATOS